

## PLAN TRIENNAL DE MODERNISATION DU SYSTEME FISCAL CAMEROUNAIS (2023 - 2025)

I- AMELIORATION DE LA QUALITE DES SERVICES FISCAUX						
Domaine de la réforme	Objectif	Référence au 31/12/2022	Cible au 31/12/2025	Résultats intermédiaires		Sources / Intrants
				31/12/2023	31/12/2024	
<b>1. Intégrité du registre des contribuables</b>	<b><i>1.1 Constituer et tenir un registre complet des assujettis, sans doublon</i></b>	Système centralisé mais distinct du système de gestion des impôts. Les données du fichier des professionnels sont les suivantes : <b>Fichier Actifs : 208 325 (Fiscalis) et 251 239 (Mesure)</b>	Unifier le fichier Actifs et le connecter au système de gestion au <b>1<sup>er</sup> juin 2023</b> à partir de l'intégration du Module <b>RD ATOM</b> dans <b>HARMONY</b> ;	Fichier des professionnels connecté au système de gestion et de paiement des impôts et taxes		<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Rapport TADAT 2017 ;</i></li> <li>- <i>Rapports AT FMI 2018 &amp; 2021 ;</i></li> <li>- <i>AT LT GIZ/RDF ;</i></li> <li>- <i>Manuel des procédures d'immatriculation</i></li> </ul>
		Absence d'un fichier des personnes physiques (non professionnels) fiable  <b>Fichier global : 6 492 171 dont 2 733 987 doublons</b>	Fichier complet des personnes physiques disponible et sain	Fichier de la phase pilote assaini ( <b>750 000</b> contribuables)	Fichier sain des non professionnels étendu à <b>1 000 000</b> contribuables	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>AT/FMI-LTX,</i></li> <li>- <i>PASIFIC ;</i></li> <li>- <i>AT long terme de la Coopération française (Expertise France)</i></li> </ul>

	<b>1.2 Renseigner pour chaque contribuable ses obligations de dépôt de déclaration et de paiement</b>	La base de données n'est pas renseignée des obligations des contribuables. <u>Taux de renseignement : 0%</u>	Renseigner les obligations de déclaration (par nature d'impôt) et de paiement dans le système pour <b>100%</b> d'immatriculés (y compris les CDI)	Les données d'assujettissement contribuables de la DGE sont renseignées	Les données d'assujettissement contribuables des CIME/CSI sont renseignées	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Rapport TADAT 2017 ;</i></li> <li>- <i>AT LT GIZ/RDF</i></li> </ul>
	<b>1.3 Détecter des contribuables potentiels</b>	<b>69 700</b> nouveaux contribuables actifs identifiés en 2022 (au 30/11) en dépit d'une absence de plan défini d'élargissement de l'assiette		Porter le fichier Actifs à <b>450 000</b> contribuables	<b>300 000</b> contribuables dans le fichier Actifs	<b>375 000</b> contribuables dans le fichier Actifs
Le fichier de base des contribuables non professionnels par encore adopté en l'absence de mise en œuvre de la réforme de la déclaration des personnes physiques			Porter le fichier des contributeurs non professionnels à <b>2 000 000</b>	Fichier des contributeurs non professionnels <b>750 000</b>	Fichier des contributeurs non professionnels <b>1 000 000</b>	
<b>2. Gestion efficace du risque</b>	<b>2.1 Identifier, évaluer, classer et quantifier les risques d'incivisme fiscal</b>	La DGI ne dispose pas encore d'un processus formalisé pour administrer les risques d'incivisme fiscal	Un processus d'administration des risques disponible	Constituer et capaciter une structure centrale dédiée à la gestion du risque	Automatiser dans <i>FUSION</i> l'analyse des données recueillies.	<i>Assistance Technique FMI/AFRITAC février 2023</i>
		Aucun rapport d'analyse n'est disponible sur les risques identifiés dans l'exploitation des protocoles d'accord (DGD/ANIF/Forum Mondial).	Produire les rapports à un rythme trimestriel d'analyse risques	Un rapport annuel d'analyse risque	Un rapport annuel et des rapports trimestriels d'analyse risque	<ul style="list-style-type: none"> <li>-<i>Recommandations TADAT 2017 ;</i></li> <li>-<i>AT Forum Mondial</i></li> </ul>

		Nombre insuffisant de protocoles permettant d'identifier les risques	Signer les protocoles d'échanges de renseignements avec au moins <b>30</b> institutions publiques et privées et élaborer, à un rythme annuel, le rapport sur l'exploitation des données collectées	<b>10</b> protocoles d'échanges de signés et rapport sur l'exploitation des données recueillies publié	<b>10</b> nouveaux protocoles d'échanges signés et rapport sur l'exploitation des données recueillies publié	- <i>Recommandations TADAT 2017 ;</i> - <i>Rapport PAMFIP</i>
	<b>2.2 Atténuer les risques par un plan d'amélioration du civisme fiscal et en assurer le suivi-évaluation</b>	La DGI ne dispose pas d'un Plan global d'amélioration du civisme fiscal (PGACF)	Plan global d'amélioration du civisme fiscal adopté et mis en œuvre avec un suivi-évaluation trimestriel	Acquisition des compétences en matière d'élaboration d'un PGACF	Adopter un plan triennal d'amélioration du civisme fiscal et tenir des réunions trimestrielles de suivi-évaluation	<i>Mission d'AT d'AFRITAC Centre / PGACF</i>
	<b>2.3 Identifier, évaluer et atténuer les risques institutionnels</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ La DGI ne dispose pas d'un comité de gestion des risques institutionnels ;</li> <li>➤ La DGI ne dispose pas d'un Plan de continuité des activités (PCA)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Comité de gestion des risques institutionnels au niveau central fonctionnel ;</li> <li>• Sous-Comités gestion des risques institutionnels dans les directions et les régions fonctionnels ;</li> <li>• Plan de continuité des activités disponible</li> </ul>	Formalisation de la création du Comité et des Sous-Comités de gestion des risques institutionnels en central ; Élaboration d'un PCA des services centraux	Création des sous-comités régionaux des risques institutionnels  Élaboration d'un PCA au niveau régional	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ <i>AT LT de l'OTA ;</i></li> <li>✓ <i>AT de FAD/FMI</i></li> </ul>
<b>3. Promotion du civisme fiscal</b>	<b>3.1 Encourager la conformité des contribuables et stimuler la confiance du public dans le système fiscal</b>	Il n'existe pas de plan de communication stratégique à la DGI	Définition et mise en œuvre d'un plan de communication stratégique	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Site web en permanence mis à jour ;</li> <li>2. Plan de com annuel adopté et exécuté ;</li> <li>3. Publication des rapports annuels</li> </ol>	Mise en œuvre d'un programme d'éducation fiscale au niveau de l'enseignement secondaire et universitaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Rapport TADAT 2017 ;</i></li> <li>- <i>Rapport d'évaluation PEFA 2023 ;</i></li> <li>- <i>AT LT GIZ ;</i></li> <li>- <i>Rapport PAMFIP 2020-2022</i></li> </ul>

				2020, 2021 et 2022		
		Il n'existe pas de plan de communication opérationnelle à la DGI	La DGI dispose d'un plan de communication opérationnelle déclinée dans les structures déconcentrées	Le Centre d'appel téléphonique (CAT) est mis en activité	Chaque structure opérationnelle dispose d'un plan de com à l'endroit de ses contribuables	
		0 DPR émise au 30 juin 2022 pour faciliter la conformité des particuliers	Éditer au minimum <b>2 000 000</b> de DPR pour les particuliers	Éditer au minimum <b>750 000</b> de DPR pour les particuliers	Éditer au minimum <b>1 000 000</b> de DPR pour les particuliers	AT d'Expertise France (DGFIP)
		Une <b>seule</b> enquête de satisfaction réalisée par la DGI pour mesurer la perception des contribuables sur ses réformes date de 2019	Réaliser le nombre annuel minimum ci-après d'enquêtes de satisfaction : - <b>5</b> au plan national ; - <b>5</b> au plan régional.	- <b>2</b> au plan national ; - <b>1</b> au plan régional.	- <b>3</b> au plan national ; - <b>2</b> au plan régional.	AT de la GIZ
<b>4. Dépôt des déclarations dans les délais</b>	<b>4.1 Simplifier et rendre commodes le respect des obligations déclaratives pour mieux sanctionner les défaillants</b>	Les taux de déclarations fiscales dans les délais restent faibles ( <b>65%</b> , dont 97% à la DGE, 78% dans les CIME et 62% dans les CDI)	Améliorer le taux de déclaration des impôts et taxes à la DGI à <b>90%</b> à échéance 2025	Taux de déclaration de la DGE <b>99%</b>	Taux de déclaration des CIME <b>95%</b> et des CDI <b>80%</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Rapport TADAT 2017 ;</li> <li>✓ Rapport missions benchmarking ;</li> <li>✓ Recommandations AT FAD/FMI 2021 ;</li> <li>✓ Projet PFI ;</li> <li>✓ Projet CGA.</li> </ul>
<b>5. Paiement des Impôts dans les délais</b>	<b>5.1 Parvenir à des taux élevés de paiement spontané dans les délais impartis et à une faible</b>	Le paiement électronique multicanal n'est pas encore totalement opérationnel à la DGI	Rendre le paiement électronique multicanal disponible pour toutes les émissions d'impôts et taxes	1. Extension du paiement exclusif par prélèvement automatique aux	Institution le prélèvement automatique pour les entités publiques dans la LF 2024	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Rapport TADAT 2017 ;</li> <li>✓ Rapport d'évaluation PEFA 2023 ;</li> <li>✓ AT LT/FMI ;</li> </ul>

	<i>proportion d'arriérés fiscaux</i>			CIME (après la DGE) ; 2. Interfaçage OTP#GUCEOTP# OTM et OTP#GIMAC		✓ <i>AT LT GIZ/RDF</i>
		Le règlement électronique des factures par les clients aux entreprises ne fait pas encore l'objet de prélèvement automatique de la TVA par le système	Assurer un encaissement instantané de la TVA par l'État pour toutes les transactions économiques payées par voie électronique	Élaboration du dispositif légal (LF2024)	Phase pilote pour les paiements mobiles	- <i>Rapport mission Benchmarking dans les pays asiatiques ;</i> - <i>Visite CREDAF</i>
		Les procédures de recouvrement ne sont pas automatisées	<b>70%</b> de réduction du stock des RAR à l'échéance de 2025	Réduction du stock des RAR de <b>25%</b> par rapport à celui au 31/12/2022	Réduction du stock des RAR de <b>25%</b> par rapport à celui au 31/12/2022	- <i>Rapport TADAT 2017 ;</i> - <i>AT LT/FMI ;</i> - <i>BEAC ;</i> - <i>DGTCFM</i>
		La gestion de l'ANR n'intègre pas encore les nécessaires interconnexions avec les systèmes utilisateurs	Mettre en place une interconnexion entre la plateforme d'édition des ANR et les systèmes informatiques des administrations publiques et privées	Construction de la plateforme et phase pilote avec la BEAC et la DGTCFM	Phase de généralisation à toutes les administrations publiques et privées	
<b>6. Exactitude des informations déclarées</b>	<b>6.1 Systématiser et structurer l'analyse risque pour la sélection des dossiers en contrôle</b>	La programmation faite sur la base des informations <i>FUSION</i> (recoupements DGD) et ANIF représentent moins de <b>50%</b> des affaires	Réaliser une programmation à hauteur de <b>90%</b> sur la base des risques identifiés et valorisés dans <i>FUSION</i>	<b>70%</b> de la programmation faite dans <i>FUSION</i>	<b>80%</b> de la programmation faite dans <i>FUSION</i>	- <i>Rapport TADAT 2017 ;</i> - <i>AT GIZ</i>

	<b>6.2 Disposer d'outils technologiques pour assurer les recoupements à grande échelle</b>	La DGI ne dispose pas d'un outil centralisé de recoupement à grande échelle	L'outil de recoupement à grande échelle interfacé avec FUSION pour l'analyse-risque et la programmation au contrôle	Acquisition de l'infrastructure	Recrutement et formation des ressources humaines en gestion du <i>Big Data</i>	<i>AT Expertise France (DUE)</i>
	<b>6.3 Estimer l'étendue des pertes de recettes fiscales dues aux informations inexactes communiquées par les contribuables</b>	La DGI ne dispose pas d'un modèle de simulations du gap fiscal par nature d'impôt.	Disposer de capacités de simulation du gap fiscal sur fonctionnelles et efficaces	Simuler le gap sur la TVA	Simuler le gap sur la TVA et les DA Acquérir un modèle de simulation du gap fiscal	<i>Visite pays de référence</i>
	<b>6.4 Intenter des sanctions pénales à certains dossiers de fraude manifeste</b>	La DGI ne transmet pas systématiquement à la répression pénale les dossiers de fraude manifeste	<b>25%</b> de fraudes manifestes transmises aux juridictions	<b>10%</b> de fraudes manifestes transmises aux juridictions	<b>15%</b> de fraudes manifestes transmises aux juridictions	<i>A T de l'OTA</i>
<b>7. Délai de règlement des contentieux</b>	<b>7.1 Améliorer le niveau de réactivité de l'administration fiscale</b>	Au minimum <b>68%</b> des recours sont vidés au-delà du délai légal	<b>100%</b> des dossiers traités dans les délais	<b>80%</b> des dossiers traités dans les délais	<b>90%</b> des dossiers traités dans les délais	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Rapport TADAT 2017 ;</i></li> <li>- <i>AT FMI ;</i></li> <li>- <i>ATF BM ;</i></li> <li>- <i>DGTCFM</i></li> </ul>

<b>8. Gestion efficiente des recettes</b>	<b>8.1 Tenir un système fiable de comptabilité des recettes</b>	Discordances entre les chiffres mensuels de la DGI et ceux de la Balance du Trésor ;  Stock des RAR dans les états de la DGI au 31/12/2021 : <b>855,5 milliards</b> ; Stock des RAR dans la Balance des comptes (DGTCFM) au 31/12/2021 : <b>916 milliards</b>	Ouverture d'un compte en <b>T</b> pour chaque contribuable et Interfaçage comptable DGI#DGTCFM pour la prise en compte instantanée des émissions, des paiements que des RAR dans les systèmes des deux administrations	Apurement de l'écart résiduel de <b>60,5 mds</b> des RAR dans la Balance au 31/12/2022 Mise en place du compte en <b>T</b>	Comptabilisation automatisée des opérations d'ordre à partir des avis d'imposition émis du système d'information de la DGI à hauteur de <b>80%</b> .
	<b>8.2 Automatiser le processus de traitement des remboursements de TVA</b>	Tous les crédits TVA ne sont pas éligibles au remboursement et les délais de ceux remboursables restent supérieurs à <b>60</b> jours	Modifier le dispositif législatif afin de permettre le remboursement des crédits de TVA à l'ensemble des contribuables à l'horizon 2025  Ramener les délais de remboursement à <b>30 jours</b> pour le circuit Orange	Délai de <b>40 jours</b> Supprimer l'exigence de vérification générale de comptabilité préalablement au remboursement de crédit TVA aux entreprises du circuit Rouge	Délai de <b>50 jours</b>  Extension du remboursement aux crédits de TVA non structurels non liés aux stocks

## II- MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'INFORMATION MODERNE A LA DGI

Domaine de la réforme	Objectif	Référence au 31/12/2022	Cible au 31/12/2025	Résultats intermédiaires		Sources / Intrants
				Au 31/12/2023	Au 31/12/2024	
<b>9. Mise en œuvre de la transition digitale à la DGI</b>	<i>9.1 Sécuriser et renforcer la dématérialisation des procédures fiscales</i>	Construction d'un système informatique transitoire dénommé <i>HARMONY</i> pour unifier les applicatifs jusque-là épars	Implémentation des modules suivants <i>SIGIT</i> : ✓ Immatriculation ; ✓ TVA et IR.	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Tous les modules de <i>HARMONY</i> développés et fonctionnels ;</li> <li>➤ Analyses législatives et réglementaires ;</li> <li>➤ Révision des procédures métiers.</li> </ul>	Sélection de l'éditeur de la solution et de son intégrateur	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>AT LT FMI</i> ;</li> <li>- <i>Impartition</i> ;</li> <li>- <i>AT GIZ/RDF</i></li> <li>- <i>Convention de financement de l'État avec la KfW</i></li> </ul>
		Pas de réseau Intranet à la DGI	<b>100%</b> des services de la DGI connectés au réseau Intranet dès 2024	Installation et connexion des services centraux au réseau intranet effective	<b>50%</b> des services déconcentrés connectés réseau intranet en plus des services centraux	
		Réseau internet instable  Le GUCE a fait un décompte de <b>37 jours</b> , en cumulé sur 2022, d'interruption de connexion avec la DGI ; Pour OMC, le décompte est de <b>63 jours</b>	<b>0 jour</b> de rupture d'interconnexion	<b>10 jours</b> d'interruption au maximum	<b>5 jours</b> d'interruption au maximum	



### III- PILOTAGE ET COORDINATION DES SERVICES FISCAUX

Domaine de la réforme	Objectif	Référence au 31/12/2022	Cible au 31/12/2025	Résultats intermédiaires		Sources / Intrants
				Au 31/12/2023	Au 31/12/2024	
<b>10. Organisation des services</b>	<i>10.1 Améliorer la coordination et l'efficacité des services</i>	Certains métiers de la fiscalité réalisés par les services opérationnels ne font pas l'objet de coordination au niveau central	Disposer de structures centrales assurant la coordination de toutes les activités et de tous les métiers fiscaux	Propositions de la DGI intégrant des structures centrales en charge de la coordination : ✓ des activités de gestion, ✓ de la communication ; ✓ de la gestion du risque.	Mise en place des nouvelles structures centrales	<i>Rapport travaux sur la refonte de l'organigramme de la DGI</i>
		Le principe de l'interlocuteur fiscal unique est remis en cause par la survivance des Cellules Spéciales d'Enregistrement (CSE) dans les CRI	Strict respect du principe de l'interlocuteur fiscal unique	Démantèlement des CSE dès le <b>1er avril 2023</b>		<i>Rapport travaux du Comité ad hoc (démentiellement CSE)</i>
		La segmentation actuelle de la population fiscale au sein de la DGI n'assure pas l'efficacité du rendement de bas du fichier de la DGE	Renforcement de la contribution des moyens comptes au rendement de la DGI	Création de la mini-DGE	Lancement des activités de la mini-DGE au <b>1<sup>er</sup> janvier 2024</b>	- <i>Rapport TADAT 2017 ;</i> - <i>AT FMI ;</i> - <i>CONAC</i>

		Inexistence des structures dédiées à la gestion de la fiscalité des particuliers et concurrence entre la DGI et les CTD dans le pouvoir de percevoir les impôts locaux	Mise en place effective des centres de fiscalité locale et des particuliers (CFLP)	Promulgation de la loi portant fiscalité locale	Mise en place progressive des CFLP à partir du <b>1<sup>er</sup> janvier 2024</b>	- <i>Rapport Comité interministériel</i> ; - <i>Rapports benchmarking</i>
<b>11. Redevabilité et transparence</b>	<i>11.1 Optimiser la performance des services fiscaux</i>	Les ressources humaines de la DGI ne sont pas quantitativement et qualitativement suffisantes pour s'adapter aux nouveaux métiers induits par la dématérialisation des procédures et la gestion de la donnée	Disposer de RH en quantité et en qualité pour faire face aux enjeux de l'heure	Faire valider au niveau gouvernemental un plan de développement des RH de la DGI	Mettre progressivement en œuvre le plan de développement des RH de la DGI	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ <i>Rapport TADAT 2017</i> ;</li> <li>✓ <i>AT GIZ</i> ;</li> <li>✓ <i>AT OTA</i> ;</li> <li>✓ <i>Rapports CONAC</i> ;</li> <li>✓ <i>Rapport annuel CONSUPE</i> ;</li> <li>✓ <i>Rapport annuel de la Chambre des comptes</i></li> </ul>
		Le Plan annuel d'audit et d'enquêtes n'est pas validé ni évalué par un Comité d'audit	Le Comité d'audit définit les priorités en matière d'audit et d'enquêtes internes dans le cadre d'un plan annuel dont il s'assure de la bonne exécution	Mise en place du Comité d'audit	Production d'un rapport annuel d'audit et d'enquêtes internes	
		Le recours au contrôle externe n'est pas structuré à la DGI	Faire faire un contrôle externe sur au moins <b>05 services</b> de la DGI par an par l'IGSRF, la CONAC, le Parlement, le CONSUPE et la Chambre des Comptes	Faire un contrôle externe sur au moins <b>03 services</b> de la DGI par an	Faire faire un contrôle externe sur au moins <b>04 services</b> de la DGI par an	
		Le Plan Triennal 2018-2021 ne figure pas sur le site web de la DGI et n'a pas fait l'objet de publication	Assurer la publication du Plan Triennal 2023-2025 ainsi que celle des rapports de suivi-évaluation de celui-ci	Publication du Plan Triennal 2023-2025 sur tous les supports	Publication du rapport de suivi-évaluation 2023	



## IV- ACCROISSEMENT DE LA MOBILISATION DES RECETTES FISCALES

(Améliorer le taux de pression fiscale (DGI) de 8,1% en 2022 à 9,6% en 2025)

Domaine de la réforme	Objectif	Référence au 31/12/2022	Cible au 31/12/2025	Résultats intermédiaires		Sources / Intrants
				Au 31/12/2023	Au 31/12/2024	
1. Fiscalité directe	1.1 Améliorer le taux de prélèvement de l'impôt sur les sociétés (IS)	Nombre d'assujettis IS : <b>33 240</b>	<b>50 000</b>	<b>40 000</b>	<b>45 000</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ <i>Recommandations AT FAD/FMI septembre 2022 ;</i></li> <li>○ <i>AT de la Banque Mondiale</i></li> <li>○ <i>Agenda du Forum Mondial</i></li> <li>○ <i>Rapports missions Benchmarking</i></li> <li>○ <i>Étude sur les 10 ans de mise en œuvre de la Loi de 2013 et ses recommandations</i></li> </ul>
		Rendement IS : <b>452 mds</b>	+ <b>67%*</b> <i>par rapport à 2022</i>	+ <b>16%**</b> <i>par rapport à 2022</i>	+ <b>40%***</b> <i>par rapport à 2022</i>	
		Ratio IS/Recettes globales DGI : <b>20,2%</b>	<i>Ceteris paribus</i>			
		Ratio IS/PIB : <b>1,6%</b>				
		<i>dont rappels IS suite contrôle fiscal : 58,3 mds</i>	+ <b>20%</b> <i>par rapport à 2022</i>	+ <b>8%</b> <i>par rapport à 2022</i>	+ <b>15%</b> <i>par rapport à 2022</i>	
		Dépense fiscale en IS (2021) : <b>33,8 mds</b>	- <b>41%</b> <i>par rapport à 2022</i>	- <b>20%</b> <i>par rapport à 2022</i>	- <b>32%</b> <i>par rapport à 2022</i>	
	1.2 Améliorer le taux de prélèvement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP)	Nombre de redevables IRPP : <b>112 850</b>	<b>1 500 000</b>	<b>800 000</b>	<b>1 100 000</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ <i>Recommandations AT FAD/FMI 2022 ;</i></li> <li>✓ <i>Rapports missions benchmarking</i></li> <li>✓ <i>Rapport TADAT 2017 ;</i></li> <li>✓ <i>DGFIP/EF PASFIC ;</i></li> </ul>
		Rendement IRPP : <b>286,2 mds</b>	+ <b>68%</b> <i>par rapport à 2022</i>	+ <b>16%</b> <i>par rapport à 2022</i>	+ <b>40%</b> <i>par rapport à 2022</i>	
		Ratio IRPP/Recettes globales DGI : <b>12,8%</b>	<i>Ceteris paribus</i>			
		Ratio IRPP/PIB : <b>1,03%</b>				
<i>dont rappels IRPP suite contrôle fiscal : 24 mds</i>		+ <b>88%</b> <i>par rapport à 2022</i>	+ <b>25%</b> <i>par rapport à 2022</i>	+ <b>54%</b> <i>par rapport à 2022</i>		
Dépense fiscale en IRPP (2021) : <b>2,8 milliards</b>	- <b>64%</b> <i>par rapport à 2022</i>	- <b>29%</b> <i>par rapport à 2022</i>	- <b>46%</b> <i>par rapport à 2022</i>			

<b>2. Fiscalité indirecte</b>	<b>2.1 Améliorer le taux de prélèvement de la TVA</b>	Nombre d'assujettis TVA : <b>13 509</b>	<b>25 000</b>	<b>15 000</b>	<b>20 000</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Recommandations AT FAD/FMI 2022 ;</i></li> <li>• <i>Rapports missions benchmarking</i></li> </ul>
		Rendement TVA : <b>778,2 mds</b>	<b>+ 67%</b> <i>par rapport à 2022</i>	<b>+ 16%</b> <i>par rapport à 2022</i>	<b>+ 40%</b> <i>par rapport à 2022</i>	
		Ratio TVA/Recettes globales DGI : <b>34,7%</b>	<i>Ceteris paribus</i>			
		Ratio TVA/PIB : <b>2,8%</b>				
		<i>dont rappels TVA suite contrôle fiscal : 25,2 mds</i>	<b>+ 98%</b> <i>par rapport à 2022</i>	<b>+ 47%</b> <i>par rapport à 2022</i>	<b>43 mds</b> <i>par rapport à 2022</i>	
		Dépense fiscale en TVA (2021) : <b>162,2 milliards</b>	<b>- 38%</b> <i>par rapport à 2022</i>	<b>- 8%</b> <i>par rapport à 2022</i>	<b>- 26%</b> <i>par rapport à 2022</i>	
	<b>2.2 Améliorer le taux de prélèvement des droits d'accises (DA)</b>	Nombre de redevables DA : <b>279</b>	<b>550</b>	<b>350</b>	<b>450</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ <i>Recommandations AT FAD/FMI 2022 ;</i></li> <li>⇒ <i>Rapports missions benchmarking</i></li> <li>⇒ <i>Directive CEMAC de 2022</i></li> </ul>
		Rendement DA : <b>278,8 mds</b>	<b>+ 67%</b> <i>par rapport à 2022</i>	<b>+ 16%</b> <i>par rapport à 2022</i>	<b>+ 39%</b> <i>par rapport à 2022</i>	
		Ratio DA/Recettes globales DGI : <b>12,4%</b>	<i>Ceteris paribus</i>			
		Ratio DA/PIB : <b>1,01%</b>				
	<i>dont rappels DA suite contrôle fiscal : 3,4 mds</i>	<b>+ 194%</b> <i>par rapport à 2022</i>	<b>+ 76%</b> <i>par rapport à 2022</i>	<b>+ 135%</b> <i>par rapport à 2022</i>		

	Dépense fiscale en DA (2021) : <b>38 milliards</b>	<b>- 60%</b> <i>par rapport à 2022</i>	<b>- 34%</b> <i>par rapport à 2022</i>	<b>- 47%</b> <i>par rapport à 2022</i>	
<b>2.3 Améliorer le taux de prélèvement des droits d'enregistrement et de timbre (DET)</b>	Assujettis DET : ND				<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ LF 2023 ;</li> <li>❖ AT de FAD/FMI en 2023 ;</li> <li>❖ ATF GIZ/RDF</li> </ul>
	Rendement DET : <b>118,2 mds</b>	<b>+ 68%</b> <i>par rapport à 2022</i>	<b>+ 17%</b> <i>par rapport à 2022</i>	<b>+ 40%</b> <i>par rapport à 2022</i>	
	Ratio DET/Recettes globales DGI : <b>5,3%</b>	<i>Ceteris paribus</i>			
	Ratio DET/PIB : <b>0,4%</b>				
	<i>dont rappels DET suite contrôle fiscal : 229 mlns</i>	<b>+ 2 083%</b> <i>par rapport à 2022</i>	<b>+ 773%</b> <i>par rapport à 2022</i>	<b>+ 1 428%</b> <i>par rapport à 2022</i>	
	Dépense fiscale en DE (2021) : <b>5mds</b>	<b>- 60%</b> <i>par rapport à 2022</i>	<b>- 20%</b> <i>par rapport à 2022</i>	<b>- 40%</b> <i>par rapport à 2022</i>	
<b>2.4 Améliorer le taux de prélèvement de la TSPP</b>	Redevables TSPP : <b>2</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Loi de finances 2023 ;</li> <li>➤ Code Général des Impôts 2023 ;</li> <li>➤ Circulaire LF 2023</li> </ul>
	Rendement TSPP : <b>150,1 mds</b>	<b>+ 67%</b> <i>par rapport à 2022</i>	<b>+ 16%</b> <i>par rapport à 2022</i>	<b>+ 40%</b> <i>par rapport à 2022</i>	
	Ratio TSPP/Recettes DGI : <b>6,7%</b>	<i>Ceteris paribus</i>			
	Ratio TSPP/PIB : <b>0,54%</b>				
	<i>dont rappels TSPP suite contrôle fiscal : 0</i>				

		Dépense fiscale en TSPP (2021) : <b>0</b>				
<b>3. Fiscalité verte</b>	<b>3.1 Mettre en place une véritable fiscalité écologique et en améliorer le taux de prélèvement</b>	Assujettis FV : ND				<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Travaux du GT en charge de l'actualisation de l'étude sur l'Impact Fiscal Net (IFN) de l'APE Cmr - UE ;</li> <li>✓ LF 2023 ;</li> <li>✓ Rapport benchmarking</li> </ul>
		Rendement FV : <b>0</b>	<b>25 mds</b>	<b>0 mds</b>	<b>15 mds</b>	
		Ratio FV/Recettes globales DGI :	<b>0,7%</b>	<b>0%</b>	<b>0,5%</b>	
		Ratio FV/PIB :	<b>0,07%</b>	<b>0%</b>	<b>0,05%</b>	
<b>4. Fiscalité locale</b>	<b>4.1 Améliorer le financement de la décentralisation</b>	Rendement de la FL : <b>262,2 milliards</b>	<b>+141%</b> <i>par rapport à 2022</i>	<b>+17%</b> <i>par rapport à 2022</i>	<b>+97%</b> <i>par rapport à 2022</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Recommandations de la Mission d'AT FAD/FMI de Mars 2020 ;</li> <li>• Rapport du Comité interministériel en charge de la réforme de la Fiscalité locale</li> </ul>
		Ratio FL/PIB : <b>0,95%</b>	<b>1,9%</b>	<b>1%</b>	<b>1,7%</b>	

*\* , \*\* et \*\*\* : pourcentage d'évolution des recettes par rapport à la période de référence (à savoir, l'exercice 2022)*